



Conseil économique et social

Distr. générale
8 mai 2012
Français
Original : anglais

Session de fond de 2012

New York, 2-27 juillet 2012

Point 2 c) de l'ordre du jour provisoire*

Débat de haut niveau : examen ministériel annuel

Déclaration présentée par le Centre pour le leadership mondial des femmes, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif auprès du Conseil économique et social

Le Secrétaire général a reçu la déclaration qui suit, distribuée conformément aux paragraphes 30 et 31 de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.

* E/2012/100.



Déclaration

Pourquoi les droits de l'homme sont-ils importants pour la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement?

Le Centre pour le leadership mondial des femmes auprès de l'université Rutgers considère qu'il est essentiel que les États Membres s'attaquent à l'environnement qui engendre la pauvreté en tant que moyen de réaliser les objectifs du Millénaire pour le développement. Le Centre reconnaît le cadre des droits de l'homme comme un élément central dans l'évaluation des politiques macroéconomiques. Ces politiques peuvent soit servir à renforcer l'exercice par les personnes de leurs droits fondamentaux, soit contribuer à leur érosion. Un cadre des droits de l'homme offre une méthode permettant d'évaluer les politiques macroéconomiques afin de garantir que les gouvernements assurent l'exercice des droits de l'homme, en particulier le droit au travail et à un niveau de vie adéquat, conformément à la Déclaration universelle des droits de l'homme et la Déclaration de l'Organisation internationale du Travail relative aux principes et droits fondamentaux au travail.

Dans le climat économique actuel, les politiques mettent l'accent sur l'austérité, alors que les populations souffrent de l'augmentation du chômage et des inégalités. L'application, dans une optique droits de l'homme, de politiques macroéconomiques centrées sur la création d'emplois est un moyen efficace de faciliter la création d'emplois et le travail décent en vue d'éliminer la pauvreté. Une obligation fondamentale des États dans le domaine des droits de l'homme consiste à assurer la non-discrimination et l'égalité. La Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes interdit la discrimination à l'égard des femmes sous toutes ses formes et oblige les États à la condamner et « à prendre toutes les mesures appropriées pour éliminer la discrimination à l'égard des femmes dans le domaine de l'emploi, afin d'assurer, sur la base de l'égalité de l'homme et de la femme, les mêmes droits ... » (art. 11). De même, l'article 2 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et du Pacte relatif aux droits économiques, sociaux et culturels énonce le principe de non-discrimination et d'égalité.

Les faits montrent que la pauvreté et la vulnérabilité affectent les hommes et les femmes de manière différente; toutefois, on n'a guère pris en compte les réalités matérielles et les rôles des femmes et des hommes en mesurant la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement. En outre, étant donné les responsabilités des femmes dans le secteur des soins, les politiques et institutions macroéconomiques, y compris le marché, se répercutent concrètement sur les possibilités et capacités des femmes. Des politiques d'austérité spécifiques peuvent avoir pour effet soit de réduire, soit d'alourdir le fardeau des soins non payés. Étant donné la division du travail entre les sexes, les femmes ont une plus grande responsabilité en matière de travail non rémunéré, ce qui réduit leur aptitude à exercer le droit au repos et aux loisirs et notamment à une limitation raisonnable de la durée du travail et à des congés payés périodiques, énoncé à l'article 24 de la Déclaration universelle des droits de l'homme.

Les droits de l'homme constituent un cadre clair et universellement reconnu pour orienter la conception, l'exécution et le suivi des politiques et programmes économiques. Pour mieux assurer la promotion de la capacité de production, de l'emploi et du travail décent aux fins de l'élimination de la pauvreté, le Centre pour le leadership mondial des femmes recommande aux États Membres :

- D'élaborer des politiques macroéconomiques qui facilitent l'exercice du droit au travail et à un niveau de vie adéquat;
 - D'adopter une disposition relative au travail décent qui laisse suffisamment de temps pour les loisirs et pour le travail non rémunéré consacré aux activités familiales et communautaires;
 - De créer des possibilités d'emploi décent réparties équitablement, y compris en faveur des femmes et des populations marginalisées;
 - De créer un mécanisme approprié chargé de faire mieux comprendre aux ministères et départements chargés des questions économiques et financières à l'échelon national le lien existant entre la mise en œuvre des droits de l'homme et les politiques macroéconomiques, et de faire élaborer des politiques qui reflètent correctement ce lien.
-